



## Arrêt

**n° 224 425 du 30 juillet 2019**  
**dans l'affaire X / III**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile :     au cabinet de Maître Claire NIMAL**  
**Rue des Coteaux 41**  
**1210 BRUXELLES**

**Contre :**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la**  
**Simplification administrative et désormais par la Ministre des Affaires sociales et de**  
**la Santé publique, et de l'Asile et la Migration**

### **LA PRÉSIDENTE DE LA III<sup>ème</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 26 mars 2015, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de « la décision de rejet de sa demande d'autorisation de séjour en application de l'article 9.3 ancien de la loi du 15.12.1980, introduite en date du 06.11.2006 », prise le 19 décembre 2014.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 26 février 2019 convoquant les parties à l'audience du 19 mars 2019.

Entendue, en son rapport, E. MAERTENS, présidente de chambre.

Entendus, en leurs observations, Me H. GRAMMAR *loco* Me C. NIMAL, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me A. PAUL *loco* Me E. DERRIKS, avocate, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Rétroactes établis sur base des éléments du dossier administratif**

1.1. Le requérant est né en Belgique en 1975. Il semble avoir quitté le territoire en 1984 avec ses parents (inscrit au registre de la population jusqu'en 1984) pour le Maroc et serait revenu en 1987.

1.2. Le 25 janvier 2000, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du royaume. Le 15 novembre 2001, le requérant est exclu du bénéfice de cette loi.

1.3. Le 31 octobre 2006, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi précitée du 15 décembre 1980

1.4. Le 23 septembre 2008, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi précitée du 15 décembre 1980. Cette demande a été déclarée irrecevable le 8 octobre 2008.

1.5. Le 19 octobre 2008, le requérant a introduit une seconde demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi précitée du 15 décembre 1980. Cette demande a été déclarée irrecevable le 16 janvier 2009.

1.6. Le 23 février 2009, le requérant a introduit une troisième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi précitée du 15 décembre 1980. Cette demande a été déclarée recevable le 7 juillet 2009. Le 17 janvier 2013, la demande est déclarée non fondée. Un recours à l'encontre de cette décision est pendant devant le Conseil.

1.7. Le 15 décembre 2009, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis et ter, de la loi précitée du 15 décembre 1980. Cette demande a été déclarée irrecevable le 24 mai 2013.

1.8. Le 16 novembre 2011, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi précitée du 15 décembre 1980. Cette demande a été déclarée non fondée le 17 janvier 2013. Cette décision a fait l'objet d'un recours en suspension et annulation devant le Conseil en date du 27 mai 2014. Le Conseil a annulé cette décision en date du 30 juillet 2019 par un arrêt n° 224 424.

1.9. Le 19 décembre 2014, la partie défenderesse a invité le bourgmestre de la commune de Schaerbeek à délivrer au requérant une décision de rejet de sa demande d'autorisation de séjour provisoire.

Cette décision, qui a été notifiée au requérant le 25 février 2015, constitue l'acte attaqué et est motivée ainsi qu'il suit :

*« MOTIFS : Les motifs invoqués sont insuffisants pour justifier une régularisation.*

*Le requérant invoque à l'appui de sa demande de régularisation de plus de trois mois, des problèmes de santé pour lesquels des soins médicaux seraient nécessaires en Belgique.*

*Le médecin fonctionnaire de l'OE a été saisi afin d'évaluer ces éléments médicaux. Dans son avis médical remis le 11.12.2014, (joint en annexe de la présente décision sous pli fermé), le médecin de l'OE indique que l'ensemble des traitements médicaux, le suivi nécessaire sont disponibles et accessibles au pays d'origine, que l'état de santé du requérant ne l'empêche pas de voyager et conclut que d'un point de vue médical, il n'y a pas de contre-indication au pays d'origine le Maroc.*

*Dès lors,*

*1) il n'apparaît pas que l'intéressé souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique ou*

*2) il n'apparaît pas que l'intéressé souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où elle séjourne*

*3) .*

*Par conséquent, il n'existe pas de preuve qu'un retour au pays d'origine ou de séjour constitue une atteinte à la directive Européenne 2004/83/CE, ni à l'article 3 CEDH.*

*L'intéressé invoque l'application de la circulaire du 19 juillet 2002 du fait que monsieur B. A. soit né en Belgique en vue de justifier une régularisation de séjour de plus de trois. A cet effet, précisons que tous les arguments invoqués par le requérant dans le cadre de sa demande de régularisation de séjour sur base de l'article 9.3 ont été vérifiés par notre administration. Ce refus de régularisation de séjour ne porte donc nullement atteinte à la circulaire mentionnée par le requérant. Il s'agit ici de se conformer à la législation en vigueur en matière d'accès, de séjour et d'établissement sur le territoire belge. Signalons*

en outre que l'intéressé est né en Belgique de parents marocains et il ne dispose pas de la nationalité belge. Les éléments invoqués ne peuvent justifier une régularisation de séjour de plus de trois mois.

L'intéressé invoque aussi son intégration dans la société belge et il évoque qu'il ne dispose aucune attache sociale au Maroc, ses points de repères se trouvant en Belgique. A cet égard, il appelle au respect de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Or, s'il n'est pas contesté que Monsieur B. mène bien une vie familiale, nous constatons que le requérant a fait l'objet de plusieurs condamnations pour atteinte à l'ordre public.

En effet, il a été condamné le 31.07.1996 par le Tribunal Correctionnel de Bruxelles, à 1 an d'emprisonnement avec un sursis probatoire 3 ans sauf détention préventive pour des faits de :

« Tentative d'extorsion. Vol. Coups et blessures volontaires ayant entraînés une incapacité de travail. Menace verbale ou écrite, avec ordre ou condition, d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable d'une peine criminelle. Menace par geste ou emblèmes d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable d'une peine (récidive) ». Le 28.10.1996 par le Tribunal Correctionnel de Bruxelles pour défaut d'assurance, à 18 mois d'emprisonnement avec un sursis 5 ans sauf détention préventive du 21.04.1996 au 19.06.1996 pour des faits de : « Vol avec violence ou menaces. Vol avec violence ou menaces. Tentative de vol, à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs. Faux en écritures de commerce, de banque ou en écritures privées et usage de ce faux. Vol à l'aide d'effraction, d'escalade ou fausse clefs. Destruction ou dégradation de tombeaux, monuments, objet d'art, Utiliser, céder à un tiers ou accepter d'un tiers, dans un but frauduleux, un passeport, un titre de voyage, une carte d'identité. Usurpation de nom ». Le 06.11.1997, il est condamné par la Cour d'Appel de Bruxelles à 4 ans emprisonnement pour des faits de : « Vol avec violence ou menaces, avec effraction, escalade ou fausses clefs la nuit par deux ou plusieurs personnes, avec armes ou objets y ressemblant / l'auteur ayant fait croire qu'il était armé (récidive). Vo surpris en flagrant délit, avec violences ou menaces, avec effraction, escalade ou fausse clefs la nuit par deux ou plusieurs personne (récidive). Vol avec violences ou menaces, avec armes ou objets y ressemblant/l'auteur ayant fait croire qu'il était armé (récidive). Vol (récidive). Stupéfiants : détention : vente / offre en vente (récidive) ». Le 08.06.2000, il est condamné par le Tribunal Correctionnel de HUY à 4 ans emprisonnement pour des faits de : Stupéfiants : détention : fabrication : vente / offre en vente : délivrance sans autorisation (récidive) ».

Rappelons que le délégué du Secrétaire d'Etat à la Politique d'Asile et de la Migration dispose d'un large pouvoir d'appréciation (discrétionnaire), que dès lors il peut rejeter une demande d'autorisation de séjour s'il appert que le demandeur a porté atteinte à l'ordre public et/ou à la sécurité nationale ou s'il estime que le demandeur représente un danger potentiel pour l'ordre public et/ou à la sécurité nationale. En conséquence, malgré la vie familiale qu'il invoque, nous considérons, vu les faits d'ordres publics sévères et répétitifs précités, que le requérant constitue une menace pour l'ordre public belge. Ces faits sévères et répétitifs permettent de réfuter la bonne intégration du requérant sur le sol belge et de constater sans équivoque que la durée du séjour du requérant sur le sol belge n'a pas été mise à profit pour s'intégrer au sein de la société. Les éléments invoqués ne peuvent justifier une régularisation de séjour de plus de trois mois. »

## **2. Exposé du moyen d'annulation**

2.1. Le requérant prend un premier moyen de la « violation des articles 9.3. ancien et 62 de la loi du 15 décembre 1980 ; violation des articles 1, 2, 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur l'obligation de motiver formellement les actes administratifs ; violation de l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ; violation de l'article 124 du Code de déontologie médicale ; violation des articles 5 et 11bis de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient ; violation de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; violation du principe général de bonne administration : erreur dans l'appréciation des faits : violation de l'obligation pour l'autorité administrative de prendre en considération l'ensemble des éléments pertinents de la cause ».

2.2. En une cinquième branche, la partie requérante estime que dans le cadre de l'analyse de l'accessibilité « du requérant aux soins, la partie adverse doit examiner les possibilités effectives pour le demandeur, dans son cas individuel, d'y avoir accès, c'est-à-dire, leur accessibilité effective.

Or, il ressort de la décision attaquée que la partie adverse n'a pas, comme il lui incombe de le faire normalement, examiné l'accessibilité effective au regard de la situation individuelle du requérant de sorte qu'aucune garantie ne lui est apportée de ce que les soins et le suivi médical qu'il requiert, soi-disant disponibles, lui seront accessibles, au Maroc.

[...]

En outre, le requérant est né en Belgique et y a toujours vécu hormis quelques années de 1981 à 1988-1989, période durant laquelle, toujours mineur, il a suivi ses parents au Maroc pour ensuite revenir en Belgique.

La mère du requérant est décédée en 2007 dans un accident de voiture. Le requérant n'entretient plus aucune espèce de liens avec son père qui l'a pour ainsi dire abandonné. A noter que le père du requérant est devenu belge. Il n'a aucune famille au Maroc, pays dans lequel il n'a pour ainsi dire jamais vécu.

Il ressort de la décision attaquée que la partie adverse ne prend aucunement en considération les éléments repris ci-dessus alors qu'elle n'était pas sans les ignorer au moment de prendre sa décision.

Au vu de ce qui précède, la partie adverse ne motive pas de manière adéquate la décision attaquée dans la mesure où elle n'apporte pas de garanties réelles sur l'accessibilité concrète du requérant à ses médicaments et à son suivi compte tenu de sa situation individuelle.

[...]

En effet, la partie adverse revient avec une motivation qui a été a de multiples reprises annulée pour son total défaut de fondement par le Conseil de céans, à savoir d'une part l'existence d'un régime marocain de protection sociale, et d'autre part, un régime d'assistance médicale RAMED.

Quant à un régime de sécurité sociale, la description de la situation du requérant suffit amplement à apporter la preuve de ce qu'il ne pourrait en aucune manière relever d'un régime de sécurité sociale puisqu'il n'a jamais vécu au Maroc et n'y a jamais travaillé.

Quant au régime d'assistance médicale, l'avis du médecin conseiller évoque lui-même le fait qu'il s'agit d'un projet pilote testé dans une seule région en 2008 pour être étendu progressivement en 2011 afin, précise le médecin, « de disposer du temps nécessaire de mettre en place les moyens, notamment les comités responsables de l'organisation du RAMED et la formation du personnel, ce qui devrait être achevé d'ici la fin 2011 ».

Les médecins conseils de l'Office des étrangers lorsqu'ils rendent leurs avis en 2013 et en décembre 2014, ne s'intéressent pas à l'évolution de la situation.

Il ne ressort nullement de la décision attaquée et des éléments du dossier administratif que le requérant, au vu de sa situation individuelle, pourrait bénéficier de l'assistance du RAMED en cas de retour au Maroc.

L'affirmation selon laquelle « même dans le cas où le RAMED ne serait pas d'application dans la région d'origine du requérant (on aimerait des précisions sur cette région), le requérant peut choisir de s'installer au pays d'origine dans un endroits où les soins sont disponibles ».

Par ce paragraphe, le médecin de l'Office reconnaît lui-même qu'il n'y a aucune certitude quant à l'efficacité du régime du RAMED.

Le médecin conseil poursuit en soulignant l'existence d'une association AMALI dont les buts énoncés (combattre la stigmatisation, la marginalisation, la discrimination, promouvoir une meilleurs qualité des soins de ces personnes, améliorer la qualité de vie des malades qui se trouvent dans la précarité, sortir les malades de leur isolement en les faisant participer à divers ateliers pour retrouver dignité et estime de soi), pour louables qu'ils sont paraissent singulièrement légers face à la pathologie lourde et la nécessité d'un suivi en centre psychiatrique fermé et au placement dans le cadre de la protection de la personne des malades mentaux.

Ce n'est pas sur la base d'un site internet qui affirme l'existence d'un régime d'assistance médicale ainsi que d'une association caritative et sur la base d'un dossier aussi peu documenté que l'on peut considérer que la partie adverse a procédé à un examen individualisé adéquat pour conclure à la disponibilité et à l'accessibilité des soins au Maroc.

[...]

La référence à une source internet sans aucune garantie quant à la fiabilité de cette source ne peut être acceptée.

Les informations qui servent de base à la décision attaquée n'ont nullement été croisées avec des informations publiées par des organismes officiels reconnus pour leur expertise en matière de santé.

La partie adverse a manqué à son obligation de motivation.

En tout état de cause, s'agissant du RAMED, ce système a effectivement fait l'objet d'un projet-pilote mis en place depuis 2008. Le système est généralisé depuis le 13.03.2012.

La partie adverse fait référence au site internet du RAMED qui fait état de statistiques montrant l'évolution du système mais également qui indique comment introduire un dossier. Si les progrès du système sont louables, il n'en reste pas moins que de nombreux dysfonctionnements peuvent être mis en évidence.

Selon plusieurs sources (cfr. annexes au présent recours), le RAMED est réalisé à l'heure actuelle entre 74 et 77%.

« Ce niveau de réalisation qui, somme toute, est louable, reste insuffisant pour le ministre de la Santé, Lhaussaine Louardi, qui a relevé le manque de moyens humains et matériels dont son département a besoin pour mettre en œuvre tous les programmes nationaux prioritaires dont le Ramed. S'ajoute à cela la difficulté liée à la gestion des dépenses en l'absence d'une comptabilité analytique au niveau des CHU. Sans perdre de vue, bien sûr, le besoin pressant de garantir l'équité du traitement et de la prise en charge dans toutes les régions du pays. »

En mars dernier, lors de la 12ème session du conseil d'administration de l'ANAM et du 3ème conseil d'administration relatif au RAMED, le ministre El Houssaine Louardi a également relevé des lacunes juridiques :

« (...) lacunes d'ordre juridiques limitent la gestion de ces ressources de manière globale. En effet, ledit régime souffre toujours d'une inadéquation juridique dans la mesure où la loi a confié la gestion des ressources du Ramed à l'Anam (Agence nationale de l'assurance maladie), mais sans que l'Agence puisse réellement effectuer cette mission. »

Des dysfonctionnements budgétaires sont également pointer du doigt mais également le manque de moyens humains, matériels et financiers :

« Le manque de budget menace le système. Les collectivités locales participent à raison de 13%, tandis que le budget affecté par le Fonds de cohésion sociale n'a pas augmenté.

Cela reste très insuffisant au regard des objectifs initiaux. C'est le cas aussi de la participation des collectivités locales qui ne dépasse pas 40 MDH, soit à peine 13% des budgets programmés pour le financement du Ramed. Quant à la participation des personnes en situation de précarité, elle a été de 56MDH à fin 2013, soit seulement 40% du montant à prélever normalement. Ainsi plusieurs obstacles persistent encore face à la bonne application du Régime d'assistance médicale. Il s'agit également de la faiblesse des moyens techniques et humains au niveau des commissions locales permanentes afin de s'assurer des déclarations des bénéficiaires du régime et relever les dysfonctionnements liés à l'éligibilité. Les autorités compétentes ont par ailleurs constaté l'existence de cas de double inscription entre le Ramed et les autres régimes d'assurance maladie obligatoire. Il y a aussi un grand déficit en cadres médicaux et paramédicaux dans les centres hospitaliers agréés en tant que points de liaison. Ce manque est estimé à 400 médecins généralistes, 310 infirmiers multi-disciplines, 146 sages-femmes. Sachant que de manière générale, le déficit global dans le système de santé au Maroc est de 6.000 médecins et 9.000 infirmiers. L'on remarque aussi l'absence d'affectation budgétaire additionnelle du Fonds de cohésion sociale au profit du Ramed. Idem pour le budget 2014 de la pharmacie centrale qui a connu une baisse notable par rapport aux trois dernières années. En effet, le manque drastique des médicaments destinés au Ramed commence à sérieusement menacer sa pérennité, de l'avis même des responsables des départements concernés. »

Au vu de ce qui précède, il n'est pas garanti, comme l'affirme la partie adverse, que le requérant pourra bénéficier du RAMED en cas de retour au Maroc.

Par ailleurs, la partie adverse fait également allusion à l'AMO (Assurance-Maladie-Obligatoire) dont pourrait bénéficier la requérante. Or, il est clairement indiqué dans les sources produites à l'appui du présent recours que le cumul des aides n'est pas permis de sorte qu'un même personne ne peut bénéficier à la fois du RAMED et de l'AMO. Un politique de lutte contre cette fraude est d'ailleurs mise en place à l'heure actuelle au Maroc.

C'est donc de manière erronée que la partie adverse affirme que la requérante [sic] pourrait bénéficier du RAMED et de l'AMO dans son pays d'origine. La décision attaquée est mal motivée. »

### **3. Discussion**

3.1. Sur le premier moyen, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle n'implique que l'obligation d'informer la partie requérante des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fût-ce de façon implicite, mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressée. L'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliciter les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours, et à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

3.2. En l'espèce, en termes de recours, la partie requérante reproche à la partie défenderesse l'absence de prise en compte, dans la motivation formelle, de l'accessibilité effective du requérant aux soins dont il a besoin en se bornant à faire référence d'une part à l'existence d'un régime marocain de protection sociale, et d'autre part, à un régime d'assistance médicale le RAMED.

Concernant l'accessibilité du requérant aux soins, le Conseil relève qu'à supposer que le médecin-conseil de la partie défenderesse ait pu estimer que le requérant pouvait travailler et, dès lors, avoir accès à l'assurance maladie obligatoire, il lui appartenait à tout le moins de tenir compte du fait que les prestations fournies dans le cadre de cette assurance ne pourraient pas être directement accessibles et de l'impact, sur la santé du requérant, d'un arrêt, même provisoire, de ses traitements dès lors que comme la partie requérante l'invoque « il ne pourrait en aucune manière relever d'un régime de sécurité sociale puisqu'il n'a jamais vécu au Maroc et n'y a jamais travaillé ». Par ailleurs et indépendamment de la question de savoir si le requérant est en état de travailler, ce qui est très hypothétique eu égard à son âge et à sa pathologie, force est de constater qu'il ressort clairement de la demande d'autorisation de séjour que la partie requérante est née en Belgique, n'a plus aucune famille au Maroc où par ailleurs elle n'a résidé que trois années durant sa jeunesse et ne peut donc compter sur personne pour l'aider dans son installation, or le Conseil n'aperçoit pas dans l'argumentation de la partie défenderesse de prise en compte de ces éléments avancés dans la demande d'autorisation de séjour. Enfin, il ressort du certificat médical type que le malade ne peut pas voyager et qu'un retour au pays est «totalement contre-indiqué», le Conseil n'aperçoit pas davantage de prise en considération de cet élément lié à la situation personnelle et médicale de l'intéressé par la partie défenderesse dans sa motivation.

Par ailleurs, sur l'existence d'un régime d'assistance médicale (RAMED) au cas où le requérant ne pourrait pas travailler, la partie défenderesse expose qu'« on trouve le régime marocain d'assistance médicale (RAMED), fondé sur les principes de l'assistance sociale et de la solidarité nationale des populations les plus démunies. Le RAMED concerne les personnes les plus économiquement faibles ne pouvant bénéficier de l'assurance maladie obligatoire. Le RAMED a fait l'objet d'un projet-pilote novembre 2008 et a été appliqué exclusivement dans la région Tadla-Azilal, où il a été testé pendant 2 ans. En 2011, le régime a été étendu progressivement à tout le Maroc afin de disposer du temps nécessaire pour mettre en place les moyens, notamment les comités responsables de l'organisation du RAMED et la formation du personnel, ce qui devrait être achevé d'ici la fin 2011.». Le Conseil constate à l'instar de la partie requérante que les informations produites par la partie défenderesse ne permettent pas de considérer, au vu de leur caractère vague et imprécis, que le requérant pourrait bénéficier d'un tel régime dans son pays d'origine.

Dès lors, en prenant la décision attaquée, sans rencontrer concrètement les éléments invoqués dans la demande d'autorisation de séjour de la partie requérante, la partie défenderesse n'a pas suffisamment et valablement motivé sa décision. Elle a donc manqué à son obligation de motivation, de sorte qu'en ce

sens, ce développement figurant dans le moyen examiné est fondé et suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué.

Partant, ce développement étant fondé, il n'y a pas lieu d'examiner le reste de l'argumentation du moyen, qui, à le supposer fondé, ne pourrait entraîner une annulation aux effets plus étendus.

#### **4. Débats succincts**

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers. CCE 111 496 - Page 7

4.2. La décision attaquée étant annulée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

#### **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

##### **Article 1<sup>er</sup>**

La décision de rejet d'une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9.3 de la loi du 15 décembre 1980, prise le 19 décembre 2014, est annulée.

##### **Article 2**

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente juillet deux mille dix-neuf par :

Mme E. MAERTENS, présidente de chambre,

Mme A. KESTEMONT, greffière.

La greffière, La présidente,

A. KESTEMONT

E. MAERTENS